

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/REG36/M/1

26 juin 2000

(00-2574)

Comité des accords commerciaux régionaux
Vingt-cinquième session

EXAMEN DE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE L'EX-RÉPUBLIQUE YUGOSLAVE DE MACÉDOINE ET LA SLOVÉNIE

Note sur la réunion du 30 mars 2000

Présidente: Mme Silvia Ávila Seifert (Bolivie)

1. La réunion a été convoquée par les aérogrammes WTO/AIR/1268 et Corrigendum 1.
2. Au point F.IX de l'ordre du jour, le Comité des accords commerciaux régionaux a procédé à l'examen de l'Accord de libre-échange entre l'ex-République yougoslave de Macédoine et la Slovénie. Les sujets suivants ont été discutés:
 - A. REMARQUES GÉNÉRALES
 - B. SECTION I - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'ACCORD
 - C. SECTION II - DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE COMMERCE
 - D. SECTION IV - AUTRES
- A. REMARQUES GÉNÉRALES
3. La Présidente a indiqué que la notification de l'Accord figurait au document WT/REG36/N/1, le texte de l'Accord étant reproduit dans le document WT/REG36/1 et le Corrigendum 1 pour ce qui concerne la version anglaise. Les mandats d'examiner l'Accord étaient reproduits dans le document WT/REG36/3. La Présidente a déclaré qu'elle procéderait à l'examen en commençant par les remarques générales et qu'elle utiliserait ensuite le document présenté selon le modèle type (WT/REG36/2) pour guider le débat.
4. La représentante de la Slovénie a déclaré que cet accord était similaire aux autres accords concernant la même région et suivait la structure et les principes de base de l'Accord de libre-échange d'Europe centrale (ALEEC). Elle a souligné l'importance de l'Accord pour les Parties et a demandé aux Membres de porter leur attention, lors de leur examen, sur la relation politique et économique spécifique existant entre les pays, qui avaient appartenu à l'ex-Yougoslavie. L'établissement de la zone de libre-échange constituait l'un des moyens de renforcer la coopération et l'intégration économiques entre les deux pays. L'Accord, à propos duquel des informations substantielles avaient été communiquées selon le modèle type, avait été appliqué à titre provisoire depuis septembre 1996 et était entré en vigueur le 1^{er} décembre 1999. La zone de libre-échange établie entre les Parties était effectivement entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2000. Aucun droit de douane ni aucune autre taxe n'était appliqué sur 99 pour cent des échanges entre les Parties, ce qui signifiait que l'Accord satisfaisait aux prescriptions de "pour l'essentiel des échanges", telles qu'énoncées à l'article XXIV du GATT.
5. Le représentant des Communautés européennes a déclaré que sa délégation adhérerait sans réserve à l'argument avancé par la représentante de la Slovénie au sujet du rôle important que ces

accords pourraient jouer dans la stabilité de la région. Sa délégation a également reconnu que l'Accord était conforme aux dispositions du GATT de 1994.

6. Le représentant des États-Unis s'est réjoui de ce que l'Accord avait été notifié comme il le devait en 1997, suivant son application provisoire.

7. Le représentant de la Hongrie était d'avis que l'Accord contribuerait à la stabilité dans la région. Puisque l'Accord satisfaisait aux prescriptions de l'article XXIV du GATT, son examen serait réalisé sans difficulté.

8. Le représentant de l'Australie a fait remarquer que le document WT/REG36/1 s'intitulait "Accord de libre-échange entre l'ex-République yougoslave de Macédoine et la Slovénie" tandis que son texte faisait référence à la "République de Macédoine et la Slovénie". La représentante de la Slovénie a répondu que le premier titre était le titre officiel de l'Accord.

B. SECTION I – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'ACCORD

9. Le représentant des États-Unis, se référant au paragraphe 3 b) du modèle type, a demandé de plus amples informations concernant les échanges de produits agricoles. Il se demandait si les quantités des contingents tarifaires stipulées dans l'Accord augmentaient d'une année à l'autre et si le tonnage s'ajoutait aux quantités convenues dans le cadre du Cycle d'Uruguay. Il s'intéressait également au calendrier relatif à la mise en œuvre de l'Accord, plus particulièrement aux produits pour lesquels la période de mise en œuvre était supérieure à dix ans. Le représentant de l'Australie a appuyé cette demande.

10. La représentante de la Slovénie a demandé au représentant des États-Unis de préciser sa question concernant les échanges couverts par l'Accord, étant donné que les données avaient déjà été communiquées à la section I.3 et l'Annexe I du document rédigé selon le modèle type. La documentation indiquait que des taux de droits nuls étaient appliqués à environ 80 pour cent des importations de produits industriels et à environ 90 pour cent des produits agricoles. Les contingents tarifaires étaient des contingents préférentiels qui s'ajoutaient à ceux convenus dans le cadre du Cycle d'Uruguay. Malgré le fait qu'ils étaient déterminés sur une base annuelle, les montants n'étaient pas modifiés d'une année à l'autre. Elle a demandé que le représentant des États-Unis explique plus en détail sa question relative à la mise en œuvre.

11. Le représentant des États-Unis a déclaré que, s'agissant des produits relevant des chapitres 25 à 97 et des chapitres 1 à 24 du SH, des pourcentages distincts concernant les importations entrant en Slovénie en exemption de droits étaient communiqués dans le modèle type. Pour les produits agricoles, la représentante de la Slovénie avait expliqué que les contingents tarifaires restaient inchangés au fil des ans. Il se demandait s'il existait un calendrier relatif à la mise en œuvre progressive visant l'établissement de droits nuls pour les produits industriels et, dans l'affirmative, si elle s'étalait sur une période supérieure à dix ans. La représentante de la Slovénie a répondu que les droits prélevés sur les produits industriels avaient été éliminés.

12. Le représentant de la Hongrie était d'avis que les statistiques communiquées par les Parties étaient suffisantes.

C. SECTION II – DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE COMMERCE

13. Le représentant des États-Unis a demandé si le Système européen de cumul de l'origine avait été appliqué depuis la date de signature de l'Accord, comme mentionné dans le modèle type. La représentante de la Slovénie a répondu que l'Accord ne faisait que mentionner la possibilité de

débattre des règlements harmonisés et que de tels règlements n'avaient pas encore été approuvés. Elle a accepté de confirmer cette information.

14. Le représentant des États-Unis a demandé si des mesures de sauvegarde avaient été appliquées entre les Parties. La représentante de la Slovénie a répondu qu'aucune mesure de ce type n'avait été appliquée.

15. Le représentant de l'Australie a fait remarquer que le modèle type mentionnait que les quantités des contingents tarifaires concernant les produits agricoles, telles que définies dans les Annexes, correspondaient à la première année d'application de l'Accord, soit jusqu'au 31 décembre 1996, et que les quantités pour les années suivantes seraient définies par la Commission mixte, sur proposition des ministres responsables des deux Parties. Il se demandait si une action avait été engagée à ce sujet. La représentante de la Slovénie a répondu que les mêmes quantités de contingents tarifaires étaient appliquées tous les ans.

D. SECTION IV – AUTRES QUESTIONS

16. Le représentant des États-Unis a demandé si l'adhésion des Parties à cet accord limitait dans une quelconque mesure leur capacité à accorder des concessions dans le cadre de négociations multilatérales. Il a également demandé si les Parties envisageaient de conclure un accord dans le domaine des services. La représentante de la Slovénie a répondu aux deux questions par la négative.

17. Le représentant de l'Australie a demandé si l'ex-République yougoslave de Macédoine avait des monopoles et, dans l'affirmative, quels étaient les secteurs concernés? La représentante de la Slovénie a déclaré qu'elle ne pouvait s'exprimer qu'au nom de la Slovénie. Le représentant de l'Australie a demandé si une réponse serait communiquée par l'ex-République yougoslave de Macédoine s'il soumettait la question par écrit. Le représentant de la Hongrie a déclaré que ces questions pourraient être posées à la réunion du groupe de travail sur l'adhésion de la Partie concernée, qui aurait lieu en juin. La représentante de la Slovénie a appuyé cette proposition. Le représentant de l'Australie a déclaré que la question était pertinente tant pour le groupe de travail sur l'adhésion que pour le Comité.

18. La Présidente a dit que ceci clôturait la première séance d'examen du Comité et a proposé que les délégations ayant d'autres questions à poser les communiquent au Secrétariat avant le 20 avril. Le Comité pourrait ensuite reprendre l'examen de l'Accord à une date ultérieure.

19. Le Comité a pris note des observations.
